

DG INSIGHTS

REFLEXIONS SUR LA GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE

Numéro 10, Avril 2010

Provenance: DGG Equipe de Gestion du Savoir Faire

[English Version](#) | [Version Française](#) | [Versión en Español](#)

Cliquez [DG Insights Live](#) pour lire, répondre ou soumettre un texte pour les Réflexions sur la GD



Pauline Tamesis

Team Leader de l'unité
Gouvernance
Démocratique, Centre
Régional de Bangkok.

Réflexions sur la GD

Réflexions sur la GD est une publication en ligne de la Communauté de pratique sur la gouvernance démocratique qui analyse les nouvelles tendances et les questions importantes auxquelles réfléchissent les praticiens du PNUD et des Nations Unies, ainsi que plus largement la communauté des chercheurs, et qui aide à mieux appréhender les notions de démocratie et de gouvernance démocratique. Nous invitons les membres du réseau qui ont des expériences pertinentes et/ou une expertise thématique sur des sujets spécifiques à envoyer leurs contributions aux **Réflexions sur la GD** à l'adresse dgp-net@groups.undp.org

Remarque :

Les Réflexions sur la GD sont alimentées par les contributions des membres du réseau et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du PNUD.

Les Femmes en Politique: Comment Surmonter les Obstacles à leur Participation

« Dans l'arène politique, l'égalité entre les sexes a une dimension morale largement reconnue : il est socialement juste que les femmes prennent part aux décisions qui les concernent. Une démocratie dans laquelle la moitié de la population ne peut pas participer est en contradiction avec la signification actuelle de ce terme. »

La participation élargie à la politique a également une dimension pratique qui est évidente, et se justifie en termes de développement. Elle améliore l'efficacité, car lorsque les sources d'information sont plus nombreuses, la prise de décisions politiques repose sur des informations plus fiables et s'adapte mieux aux réalités diverses du terrain. Les femmes, en tant que groupe, ont des expériences différentes de celles des hommes. Même s'il arrive que certains hommes soutiennent les combats des femmes dans l'arène du pouvoir, de manière générale lorsque les femmes n'expriment pas elles-mêmes leurs points de vue, elles ne sont pas entendues pour la plupart.

La participation des femmes à la politique renforce la stabilité et l'harmonie sociales, conditions de base pour un développement durable. Lorsque la majorité des citoyens sentent que leur voix est écoutée et qu'ils jouent un rôle dans le développement, s'ils savent qu'ils peuvent en retirer des bienfaits, ils sont beaucoup plus enclins à y consacrer des efforts.

Qu'est-ce qui bloque la participation des femmes à la politique?

Normes sexuelles: le leadership est encore considéré comme une disposition et une prérogative essentiellement masculines dans toute l'Asie-Pacifique. En outre les femmes, à cause des schémas de discrimination sexuelle, ont moins accès à l'éducation, aux soins de santé, à la propriété, à la mobilité et à toutes les autres formes de capital social qui leur permettent de réclamer leur place dans un monde plus large. Les idées sur le leadership s'établissent dans la sphère privée, où les hommes sont généralement considérés comme les chefs de famille, et sont confirmées dans le monde, où les hommes occupent les positions dominantes.

Triple fardeau des femmes : les systèmes politiques ont mis du temps à reconnaître que les femmes ont des responsabilités supplémentaires avec l'entretien du ménage et l'éducation des enfants. Cette situation ne s'accorde pas facilement avec les exigences du service public. Mais il est rare que des formes de soutien même basique aient été proposées, par exemple des garderies dans les locaux du parlement ou des partis politiques.

Dans un débat organisé par l'International Knowledge Network of Women in Politics, les praticiens eux-mêmes ont reconnu que « le problème de la famille et de la triple charge de travail est réel. Il oblige souvent les femmes à faire plus d'efforts lorsqu'elles veulent « faire de la politique », en s'y consacrant une fois que leurs enfants sont plus âgés et plus autonomes. C'est une grande faiblesse, parce que cela empêche les jeunes, hommes et femmes, d'avancer au même rythme. »

Manque d'argent: à cause de l'augmentation du coût des élections, le financement des campagnes devient très problématique, autant pour les femmes que pour les hommes. Cependant, la plupart des femmes qui font de la politique conviennent qu'elles rencontrent plus de problèmes pour lever des montants importants pour leurs campagnes, et peuvent rarement concurrencer leurs homologues masculins. Les fonds publics et des partis ne sont pas répartis équitablement parce que souvent ils sont gérés par des hommes. On observe également que « beaucoup de femmes qui ont réussi en politique dans la région ont les moyens, ou sont appuyées par des liens familiaux et une dynastie politique. »

Structures des partis politiques et exclusion des réseaux politiques informels: dans les sociétés démocratiques, les partis sont les sentinelles des élections. L'ajout de femmes aux listes des candidats d'un parti est l'une des étapes importantes de l'augmentation de la participation des femmes à la politique. Les obstacles que rencontrent les femmes pour être membres d'un parti politique ou être désignées comme candidates sont le manque d'argent, de réseaux soutenant les femmes candidates et leaders, de volonté politique de promouvoir les femmes, de confiance dans leur capacité à affronter leurs homologues masculins et de stratégies à long terme, notamment parce qu'elles ne sont pas considérées comme des mandants clé.

Surmonter les obstacles : options possibles

Rôle des quotas: obtenir des partis politiques et des hommes qui en font partie qu'ils fixent des quotas, à la fois volontaires et obligatoires, est une étape importante de la collaboration avec les hommes visant à promouvoir la participation des femmes à la politique. Les champions masculins jouent un rôle essentiel pour convaincre les autres hommes dans les partis de l'importance des quotas pour faciliter l'entrée des femmes dans la politique. Toutefois, les quotas ne résolvent pas tous les problèmes. On doit continuer de s'efforcer d'identifier des stratégies complètes visant à promouvoir les femmes dans la vie publique.

Un tiers seulement des pays d'Asie-Pacifique ont mis en place sous une forme ou une autre des quotas hommes/femmes pour la participation à la politique. Dans les pays qui n'appliquent pas de quotas, le taux de femmes détenant des mandats se situe autour de 14 %, contre 20,4 % pour les pays qui n'en ont pas. Même si la région est loin d'avoir un pourcentage qui correspond, même approximativement, à la proportion de femmes dans la population, et est à la traîne derrière la plupart des autres régions pour ce qui est de la participation des femmes à la politique, les quotas semblent faire une différence.

Les quotas peuvent être appliqués à celles qui souhaitent présenter leur candidature, aux candidates investies ou au nombre de sièges réservés à celles qui sont élues ou désignées. Sur le plan mondial, un nombre croissant de pays choisissent de réserver des sièges, tendance qui se vérifie aussi en Asie du Sud, et de plus en plus de femmes sont élues pour les occuper. Les réservations de sièges présentent l'avantage de garantir l'occupation effective de postes politiques par les femmes. Le respect des quotas est plus facile à mesurer, en particulier dans les pays qui ont beaucoup de partis politiques et/ou un faible niveau de transparence des partis.

Les expériences de quotas dans les partis montrent que, sauf si ces derniers font un effort volontaire pour mettre les femmes en position d'être élues, elles peuvent se présenter mais ne jamais être élues. Dans les systèmes à la proportionnelle, par exemple, elles peuvent être regroupées en bas de liste, avec peu de chances d'obtenir un siège. Dans les systèmes majoritaires, on s'en débarrasse parfois en les envoyant se présenter à des postes impossibles à gagner.

Constituer des réseaux et les entretenir même après avoir été élues: les réseaux aideront les femmes, non seulement à gagner une élection, mais également à se faire réélire et à donner une porte d'entrée aux nouvelles venues. Les groupes de femmes interparlementaires et les sections féminines des partis politiques comptent parmi les réseaux les plus importants sur lesquels les femmes parlementaires peuvent s'appuyer pour faire avancer leurs programmes politiques et constituer des coalitions.

Honorer les promesses des femmes: cela signifie aider les nouvelles venues dans la politique à comprendre le processus politique, et le faire fonctionner pour elles-mêmes et pour leurs mandants. On améliore ainsi la qualité de la gouvernance, en réduisant les récriminations au sujet de la compétence des « candidats élus grâce aux quotas ». Les autres mesures à prendre sont des formations répondant aux besoins des femmes, par exemple pour la prise de parole en public, la confiance en soi ou les relations avec les médias. Michael Rowland, Directeur du National Democratic Institute, propose également d'« impliquer activement les hommes ... Nombre d'entre eux ne comprennent pas la portée du problème et les propositions. Plus les hommes sont informés sur les questions d'égalité entre les sexes, plus ils sont susceptibles d'être réceptifs aux exigences de leurs collègues féminines. »

Les systèmes électoraux déterminent qui occupe un poste et comment : Les études indiquent que dans les démocraties, les systèmes de représentation proportionnelle favorisent l'entrée des femmes au parlement. La grande majorité des 20 premiers pays dans le monde en termes de représentation des femmes dans le corps législatif utilisent la représentation proportionnelle. Le niveau moyen de représentation des femmes est sensiblement plus élevé dans les pays qui utilisent ce système que dans ceux qui ont recours à un système à majorité relative ou simple.

Cela s'explique en partie parce que les femmes ont plus de probabilités de faire partie de la liste de candidats d'un parti, en particulier dans les districts plus importants ayant plusieurs représentants. Les électeurs peuvent faire le choix de la prudence, surtout si soutenir une femme candidate peut sembler une expérience nouvelle et risquée. Dans les systèmes à majorité relative ou simple, une femme candidate doit généralement se battre en face à face contre une section de candidats masculins, avec au bout du compte un seul gagnant.

Dans la première moitié des 187 pays classés en fonction du pourcentage de femmes dans un système législatif à chambre basse ou unique, 15 se trouvent en Asie-Pacifique. Huit d'entre eux ont un système proportionnel ou mixte, sept un système à majorité relative ou simple. Neuf pays ont mis en place un système de quotas sous une forme ou une autre. Les pays qui semblent avoir de bons scores sans quotas, à l'exception de la Nouvelle Zélande qui est le numéro un dans la région, sont situés plutôt en Asie du Sud-est. La RDP Lao, Singapour et le Vietnam ont des taux de participation qui avoisinent les 25 % dans des systèmes à majorité relative ou simple.

Financement des campagnes: les partis peuvent mettre plus de fonds à la disposition des femmes, mais les systèmes électoraux peuvent aussi jouer un rôle en définissant la manière dont les fonds peuvent être récoltés et dépensés. Les financements publics et les contributions aux campagnes peuvent aider à accéder à des fonds plus démocratiques, pour les hommes comme pour les femmes, de même que l'obligation de fournir des rapports détaillés sur les dépenses des campagnes. Les contrôles sur le financement des campagnes peuvent également court-circuiter les relations de clientélisme dans lesquelles les élus se retrouvent à distribuer des faveurs, généralement aux frais du contribuable, à leurs principaux mécènes.

Conclusion

La participation des femmes à la politique n'est pas seulement un « problème de femmes », mais une question de droits démocratiques. Les blocages qui empêchent l'accès d'un plus grand nombre de femmes à la politique, avec la possibilité d'influencer les transformations indispensables, doivent être abolis, depuis les inégalités de base entre hommes et femmes jusqu'aux relations de pouvoir plus complexes dans les cultures et les structures politiques. L'établissement de quotas comme l'un des mécanismes par lesquels hommes et femmes peuvent travailler ensemble pour changer le système politique présente des avantages. Les quotas encouragent aussi les femmes à se présenter aux élections à des postes politiques, aussi bien au niveau national que local.

Mais les quotas ne sont que la première étape. Il reste encore beaucoup à faire pour que ce ne soit pas un geste purement symbolique.

Si la « politique est l'art du possible », alors les femmes et les hommes peuvent ensemble faire preuve de créativité en définissant les règles du jeu.

~~~~~

### Réflexions sur la GD

**Réflexions sur la GD** est une publication en ligne de la Communauté de pratique sur la gouvernance démocratique qui analyse les nouvelles tendances et les questions importantes auxquelles réfléchissent les praticiens du PNUD et des Nations Unies, ainsi que plus largement la communauté des chercheurs, et qui aide à mieux appréhender les notions de démocratie et de gouvernance démocratique. Nous invitons les membres du réseau qui ont des expériences pertinentes et/ou une expertise thématique sur des sujets spécifiques à envoyer leurs contributions aux **Réflexions sur la GD** à l'adresse [dgp-net@groups.undp.org](mailto:dgp-net@groups.undp.org)

**Remarque:** Ceci est une traduction de l'article publié dans le journal The Bangkok Post le 13 Octobre 2009 et accessible en [Anglais](#) et en [Espagnol](#).